

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 10/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GAZEL ENERGIE GENERATION**

Terril de Bramefan

13710 FUYEAU

D/SPR/GP/N°37/2024

Références : D-1844-MRS-2023

Code AIOT : 0006402175

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement GAZEL ENERGIE GENERATION implanté Terril de Bramefan 13710 Fuyeau. L'inspection a été annoncée le 20/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du site de Bramefan est réalisée dans le cadre du suivi au PPC de l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAZEL ENERGIE GENERATION
- Terril de Bramefan 13710 Fuyeau
- Code AIOT : 0006402175
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

GAZEL ENERGIE GENERATION exploite sur la commune de Fuveau, une installation de stockage de déchet non dangereux et notamment les cendres de la centrale thermique de Meyreuil. Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 6 décembre 2017 pour une durée d'exploitation de 30 ans. Un suivi post-exploitation est également prévu dans l'autorisation délivrée.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Quantités de produits stockées annuellement,
- Situation des garanties financières,
- Conditions d'exploitation des déchets (procédures d'admission et de contrôle)
- Gestion des eaux sur site,
- Moyens de défense incendie,
- Gestion des envols de poussières,
- Plateforme de transit (art. 9.2 de l'AP),

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 4.3.2	Sans objet
5	conditions d'exploitation des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.3	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantités de produits stockés	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.1	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 1.5.2	Sans objet
3	Gestion des Eaux - Prélèvement	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 4.1.1	Sans objet
6	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.5	Sans objet
7	Poussière	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 3.1.4	Sans objet
8	plateforme de transit	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté des non-conformités majeures à l'issue de la visite. La collecte des effluents et les conditions d'exploitation des déchets conduisent l'inspection à demander à l'exploitant des compléments et d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Quantités de produits stockés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité totale de stockage est limitée en volume à environ 900 000 m <sup>3</sup> , soit 900 000 t de cendres humides (ou 720 000 t de cendres sèches).  La quantité annuelle maximale de déchets non dangereux (hors matériaux d'exploitation) pouvant être admise dans l'installation est de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 70 000 t pendant les 3 premières années d'exploitation,</li><li>- 50 000 t pendant les 27 années suivantes d'exploitation.</li></ul> Dans le cadre de l'exploitation spécifique du centre de stockage, des matériaux d'exploitation sont également nécessaires pour la réalisation de la barrière passive ou la protection des membranes d'étanchéité, le masquage des digues de déchets, le réaménagement des talus, la réalisation des pistes d'exploitation et la couverture journalière des déchets dans le casier. Ces besoins en matériaux d'exploitation sont couverts par des produits ou déchets non dangereux inertes.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un tableau de synthèse des quantités de cendres volantes apportées depuis le démarrage de l'activité. La quantité totale des cendres atteint 87 138,69 tonnes pour le casier n°1 qui dispose d'une capacité de stockage de 100 000 tonnes. Les quantités annuelles admises restent inférieures aux limites prévues dans l'arrêté préfectoral.  L'exploitant va engager les travaux préparatoires pour un second casier situé à côté du premier en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, montant des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Cas de l'installation de stockage de déchets non dangereux (rubrique 2760-2) : Exploitation (Année 4 à 30) : 2 157 900€ Cas de l'installation de transit de déchets non dangereux (rubrique 2716) : Le montant total des garanties à constituer est de 89 100 € TTC. Il est défini selon la méthode définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un taux de TVA de 20 %. Il est basé sur une quantité maximale de 15 000 t de déchets pouvant être entreposés sur le site définie à l'article 1.2.1 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a constitué un avenant concernant l'acte de garanties financières portant sur la rubrique 2760. Cet avenant porte sur une échéance au 31 décembre 2024 d'un montant de 2 690 042 €. S'agissant de la garantie financière relative à la rubrique 2716, elle relève des dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement, notamment son point 5. Elle n'entre donc pas dans le

calcul relatif à la gestion du stockage des cendres. Le montant de la garantie reste inférieur à 100 k€, l'exploitant indique qu'il ne les a pas constituées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Gestion des Eaux – Prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Société du Canal de Provence (SCP) : 200 000 m <sup>3</sup> /an, débit maxi horaire : 300 m <sup>3</sup> /h, débit maxi journalier : 2000 m <sup>3</sup> /j
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le bilan des consommations d'eau de la SCP pour l'année 2021 et 2022. Ces consommations sont au maximum de 6 500 m <sup>3</sup> en 2022 et 97 m <sup>3</sup> en 2021. L'usage de l'eau est destiné à l'arrosage des pistes pour limiter les envols de poussière.  La consommation du site reste en dessous des seuils fixés à l'art 1 de l'AM du 30 juin 2023 relatif aux mesures de réduction en période de sécheresse portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE. De ce fait, aucune mesure spécifique en matière de réduction de la consommation d'eau n'est prévue en lien avec le PSH reçu par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> [.] Les catégories d'effluents visés à l'article 4.3.1 sont collectés conformément aux dispositions suivantes : 1- relief naturel et fossé périphérique : Vallat de Bramefan et Vallat de Louvas 2- Bassin sommital Est : Bassin Est puis Bassin Ouest puis Vallat de Bramefan 3- Bassin de rétention plate-forme transit : Bassin Ouest puis Vallat de Bramefan 4- 1 ou 2 bassins de lixiviats : Evaporation ou évacués dans la filière déchets Les bassins de rétention des eaux pluviales consistent : - un bassin sommital Est d'une capacité de 8 800 m <sup>3</sup> , - un bassin Est d'une capacité de 11 000 m <sup>3</sup> , - un bassin Ouest d'une capacité de 23 000 m <sup>3</sup> , - un bassin pour la plate-forme de transit de 800 m <sup>3</sup> , - 1 ou 2 bassin(s) de lixiviats d'une capacité de 1500 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Le site dispose des réseaux de collecte et de drainage des eaux pluviales qui acheminent et rejettent les eaux dans les différents bassins prévus. La visite a permis de vérifier le dimensionnement suffisant de ces bassins. La veille de la visite a été une journée pluvieuse, la



visite a ainsi permis de vérifier que la collecte des eaux reste confinée dans ces ouvrages. L'exploitant indique que ces ouvrages sont raccordés comme mentionné à l'article 4.3.2. Notamment, il précise que depuis la mise en service, les systèmes de surverse présents pour chaque bassin n'ont servis qu'à de faibles occasions et l'évaporation naturelle suffit à la vidange de ces bassins. De façon analogue, les bassins de lixiviats se vident par évaporation. L'exploitant indique que le déversement vers le bassin Est n'est intervenu qu'une seule fois depuis le démarrage de l'activité. Des mesures de concentration selon les dispositions de l'article 9.1.6.3 ont été effectuées. Ces mesures indiquent notamment que la valeur du paramètre Cr6+ est légèrement supérieure à la VLE de 0,1 mg/l lors du prélèvement réalisé en 2019. Cependant, il n'est pas indiqué dans ce rapport si le flux est supérieur à 1g/j.
<b>Observations :</b> L'inspection demande ainsi qu'en cas dépassement du seuil, le flux associé à la mesure soit précisé afin de pouvoir conclure sur le respect des conditions de rejets.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites – Délai de réponse 1 mois

#### N° 5 : conditions d'exploitation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Admission des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour être admis dans l'installation de stockage, les déchets doivent satisfaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au respect de la procédure interne de gestion de la qualité des déchets,</li> <li>- à la conformité à la caractérisation de base et à la vérification annuelle,</li> <li>- être contrôlé au départ de la centrale thermique de Meyreuil,</li> <li>- être contrôlé à l'arrivée sur le site.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il ne réceptionne et stocke sur le site que 2 types de produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cendres volantes résultantes des opérations de caractérisation des produits valorisables par la société filiale SURSCHISTE. Seules les cendres non conformes à la valorisation dans les couches routières sont réceptionnées.</li> <li>- les apports de terres destinés aux opérations de couverture dans le casier. Ces apports ne proviennent que d'un seul fournisseur, la société MARION TP.</li> </ul> <p>Les cendres sont humidifiées au départ de l'usine de production électrique et font l'objet d'un contrôle visuel. Elles sont ensuite pesées et réceptionnées sur le site de Bramefan pour être stockées. Les matériaux inertes font l'objet d'analyse de conformité réalisées par le producteur puis sont collectés sur place. Le contrôle visuel sur place se fait à partir de la caméra présente dans le local de réception lors de la pesée.</p> <p>Le rapport de contrôle des analyses de conformité à l'acceptation des inertes selon les dispositions de l'AM du 12 décembre 2014 a été vérifié lors de l'inspection pour le mois février 2023. Les résultats sont conformes.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a pas établi de certificat d'acceptation préalable (CAP) avec le producteur de ce déchet.</p> <p>De façon analogue, l'exploitant ne dispose pas d'un registre mentionnant les refus d'acceptation sur le site. L'inspection demande que ce document soit mis à la disposition de l'agent en charge de la réception des camions.</p> <p>Enfin, une mesure spécifique relative à la radioprotection a été réalisée.</p>
<b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place le certificat d'acceptation préalable ainsi qu'un registre des refus.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites – Délai de réponse 1 mois

## N° 6 : Moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions pour la prévention et la lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout brulage à l'air libre est strictement interdit. Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis. L'exploitant veille à désigner les personnes qualifiées et joignables en tout temps pour conduire les engins d'exploitation utiles pour combattre un éventuel départ de feu. Le contrôleur en poste au quai de déchargement s'assure de l'absence de déchets incandescents ou d'une température anormalement élevée. Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage. L'exploitant établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation et organise des formations de sensibilisation au risque incendie par le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail. Toutes dispositions sont prises pour éviter la formation d'aérosols.
<b>Constats :</b> Les cendres font l'objet d'un arrosage avant l'envoi sur le site de stockage. L'exploitant indique qu'une opération de débroussaillage est réalisée chaque année en mars/avril, aux abords du stockage, qui peut faire l'objet d'une seconde intervention si les pluies de printemps conduisent la végétation à une repousse. L'exploitant indique qu'à partir de son retour d'expérience, l'utilisation d'engin pour intervenir lors d'incendie par étouffement du feu conduit plutôt à un risque de propagation par envol de fumerolles. Il prévoit plutôt en premier lieu l'appel des pompiers comme disposition principale en cas de départ de feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Poussière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention des envols de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtements, etc), et convenablement nettoyées. Un système d'arrosage est mis en place le long des pistes d'accès aux différentes zones de l'installation de stockage de déchets non dangereux ainsi que sur la plateforme de l'installation de transit de déchets, afin de rabattre les poussières en tant que de besoin. Un système d'arrosage complémentaire doit être mis en place pendant la phase chantier.</li><li>- la vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h,</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.</li><li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,</li><li>- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.</li></ul>

**Constats :**

Le site dispose des installations à demeure d'arrosage des pistes d'accès.  
La visite a montré l'absence d'impacts de présence de boue sur les voies d'accès au site.  
Le site dispose de panneau de limitation de la vitesse.  
L'état général du site ne conduit pas à formuler des observations au cours de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : plateforme de transit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Aménagement et conditions de stockage

**Prescription contrôlée :**

La plateforme est réalisée en matériaux étanches de type enrobé ou équivalent.  
Les eaux pluviales de ruissellement doivent être collectées et acheminées vers le bassin de rétention de 800 m<sup>3</sup> prescrit à l'article 4.3.2 du présent arrêté. Les eaux issues de la plateforme seront traitées principalement par évaporation. Dans le cas d'un débordement du bassin, les eaux doivent être acheminées en direction du bassin Est.  
Le type de déchets admis sur l'installation de transit est le même type de déchets autorisés à être stockés sur l'installation de stockage de déchets non dangereux tels que définis à l'article 9.1.2 du présent arrêté.  
La hauteur de stockage ne devra pas excéder 5 m de hauteur.

**Constats :**

La plateforme de transit n'appelle pas d'observations pour l'ensemble de ces dispositions.

**Type de suites proposées :** Sans suite